ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 954 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE, en 2018, le ministère de la Famille reconnaissait que le territoire du CSSS du Sud-Ouest-Verdun est mal desservi en places CPE, lui réservant 560 des 2 000 nouvelles places à développer au Québec;

CONSIDÉRANT QUE, suite à la situation immobilière difficile à Verdun, seul le CPE Centre Pause Parents-Enfants (CPE CPPE) a répondu à l'appel du ministère et celui-ci lui a octroyé, en décembre 2018, 80 places, 15 en pouponnière;

CONSIDÉRANT QUE, depuis plus de deux ans, le CPE CPPE étudie toutes les opportunités immobilières qui se présentent à Verdun et que certaines démarches sont encore en cours;

CONSIDÉRANT QUE le CPE CPPE a une grande expertise en développement de places, ayant déjà mis sur pied deux installations;

CONSIDÉRANT QUE la priorité du ministère de la Famille est de développer des nouvelles places en CPE;

CONSIDÉRANT QUE la situation actuelle de manque de places en CPE sur le territoire du CSSS du Sud-Ouest-Verdun est la même qu'en 2018, il n'y a que 840 places en CPE pour les 3 940 enfants verdunois de moins de 4 ans;

CONSIDÉRANT QUE l'arrondissement et la communauté verdunoise se sont engagés à soutenir le CPE CPPE à développer ces 80 places;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec de réévaluer sa décision de retirer les 80 places à développer en CPE à Verdun en accordant un délai supplémentaire au CPE Centre Pause Parents-Enfants et en le soutenant dans ses démarches.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Isabelle Melançon, députée de Verdun

13 septembre 2021

Date de signature de l'extrait